

L'Europe soutient le développement durable

Soutenue par l'Europe, l'association APESA, centre technologique « environnement et maîtrise des risques », installée à Pau dans le cadre de la reconversion du bassin de Lacq est un acteur engagé au service du développement durable

L'Association pour l'environnement et la sécurité en Aquitaine (APESA), implantée à la Technopole Hélioparc (1) à Pau (Pyrénées-Atlantiques), est née en 1995, sous l'impulsion des collectivités locales et avec l'aide des fonds européens du FEDER dans le cadre de la reconversion du bassin industriel de Lacq et du maintien de l'emploi sur ce territoire. L'industrie chimique s'y était en effet fortement développée à partir du milieu des années 1970, profitant de la présence sur place de gaz et de soufre.

« Faire de l'environnement un moteur et non un frein du développement économique local », comme l'explique son directeur, le Centralien Benoît de Guillebon est, depuis sa création, la stratégie constante de l'APESA. L'association, qui a pour ambition d'être « un acteur de terrain dans la construction d'une éco-économie », a pour missions d'assister des projets, depuis leur mise en place jusqu'à la réalisation de pilotes industriels, d'expérimenter et d'assurer la maintenance des systèmes sur son plateau technique : une halle de 300 mètres sur le site de la station d'épuration de la Communauté d'agglomération de Pau-Lescar)

Cette action, inscrite dans les priorités des programmes européens, touche à tous les domaines environnementaux, particulièrement sensibles dans un bassin où domine l'industrie chimique : santé/sécurité, eau, air énergie, maîtrise des risques, dépollution des sols, procédés propres, gestion et traitement de déchets, etc.

Occupant 25 personnes, l'APESA s'appuie sur une équipe de spécialistes : juristes de haut niveau, docteurs en chimie et en biologie, ingénieurs et techniciens. Elle peut aussi constituer, autour des entreprises, notamment dans la recherche de procédés innovants, de véritables réseaux de compétences favorisant l'implication de l'université, de la recherche appliquée, des laboratoires publics et privés.

Dans les priorités européennes

L'APESA conduit, en outre, des opérations plus transversales. Elle anime, par exemple, une réflexion sur les éco-technologies pour le compte de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR). Ces opérations peuvent aussi être locales. Ainsi, après la catastrophe d'AZF, les industries chimiques ont exigé de leurs sous-traitants la certification de sécurité spécifique

à la chimie (DT 78). « En 2004-2005, rappelle Benoît de Guillebon, nous avons accompagné 25 PME dans une démarche de certification qui était très lourde pour elles... et les 25 ont été certifiées ! ». Un exemple d'action collective encouragée par l'Europe et qui a bénéficié de 47 726 € d'aide européenne dans le cadre du FEDER (objectif 2/2000-2006).

Une autre mission de l'APESA, soutenue depuis plusieurs années par le FEDER, est l'animation, la veille technologique et réglementaire, l'information notamment diffusée au travers de fiches techniques réalisées en collaboration avec l'Université par des étudiants. Elle édite une lettre d'information trimestrielle, organise des colloques, des séminaires et des journées techniques.

Par l'ensemble de ses actions l'APESA (2) s'inscrit ainsi totalement dans l'esprit des priorités du programme européen aquitain 2007-2013 et notamment celle d'un développement fondé sur l'innovation et le développement durable, en aidant des actions collectives, en menant des missions transversales et en suscitant des réseaux de compétences autour des entreprises.

(2) Chiffre d'affaires 2006 : 1,4 M€. Le budget 2007 inscrit en recettes 655 000 € de paiements de prestations, 50 000 € de cotisations des adhérents, 120 000 € de l'État, 260 000 € de la Région Aquitaine, 40 000 € des collectivités locales, 200 000 € de l'Europe, 150 000 € de l'Adème.



La synthèse

Benoît de Guillebon

*Directeur de l'APESA
à la création de l'association*

Aidée par l'Europe, l'APESA soutient l'éco-économie

Les fonds européens du FEDER et l'action des collectivités territoriales ont permis la création en 1995 de L'Association pour l'environnement et la sécurité en Aquitaine (APESA). Implantée à Pau (Pyrénées-Atlantiques), elle emploie 25 salariés : chercheurs, ingénieurs, techniciens, juristes, etc.

Née dans le cadre de la reconversion du bassin industriel de Lacq, ses missions, inscrites dans les priorités des programmes européens, touchent à tous les domaines environnementaux, particulièrement sensibles dans un bassin où domine l'industrie chimique : santé/sécurité, eau, air énergie, maîtrise des risques, dépollution des sols, procédés propres, gestion et traitement de déchets, etc. Elle sait constituer autour des entreprises de véritables réseaux de compétences impliquant l'université, la recherche appliquée, des laboratoires publics et privés. Elle aide également les entreprises dans la conception et la réalisation de pilotes industriels, les accompagnant dans leurs projets innovants dans tous les domaines de l'éco-économie.

Elle mène enfin des actions collectives, à l'instar de l'appui fourni récemment à 25 PME sous-traitantes de l'industrie chimique pour l'obtention d'une certification touchant à la sécurité. L'APESA assure enfin, avec l'aide des fonds européen, information, animation et veille technologique sur ces sujets.

CITBA (Arthez-de-Béarn)



Michel Massey

*Président du directoire
de la CITBA*

L'innovation est dans les tuyaux

La chaudronnerie industrielle CITBA d'Arthez-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques) a bénéficié de fonds européens du FEDER pour deux projets encadrés par l'APESA

La CITBA à Arthez-de-Béarn est une entreprise de chaudronnerie et tuyauterie industrielle, spécialisée dans les études, la réalisation et le montage d'appareils et de systèmes destinés à l'industrie pétrolière, gazière, papetière et chimique. Elle fait partie des entreprises qui ont bénéficié, grâce aux financements européens visant cette opération collective, de l'accompagnement de l'APESA pour l'obtention d'un certificat de conformité (3 500 €). En outre, elle a été soutenue durant plusieurs années dans sa recherche de diversification dans le domaine du traitement de l'eau (aide à l'étude par trois jeunes ingénieurs) puis a été accompagnée par l'APESA dans la technologie d'un procédé d'épuration par « oxydation supercritique », breveté par le CNRS (Bordeaux). Celui-ci consiste à brûler sans flamme des déchets organiques aqueux dans une enceinte confinée. Ce procédé est une solution écologiquement satisfaisante car il permet d'obtenir des produits finaux non toxiques (dioxyde de carbone, eau, azote).

Les travaux réalisés à l'Institut de chimie de la matière condensée de Bordeaux (ICMCB) avaient conduit à la création de la société Hydrothermale Oxydation Option (HOO) à Pessac (Gironde), spécialisée dans l'ingénierie des procédés de gestion des déchets mettant en œuvre un milieu fluide supercritique. CITBA, « de par ses compétences dans la maîtrise des hautes températures et des hautes pressions, s'est inscrite dans ce projet », explique le président du directoire de CITBA, Michel Massey.

Ainsi, fut construit un pilote industriel permettant la validation technico-économique du procédé. Le soutien global reçu par la CITBA dans le cadre de cette diversification, est estimé entre 30 000 et 40 000 €.



www.europe-en-aquitaine.eu